

Engouffrons-nous dans le sillage de la grève de Peugeot!



Le Bolchévik

Il faut mettre le paquet pour gagner!

**Pour un Mai 68
qui aille jusqu'au bout!**

27 septembre - Les grévistes de Peugeot se sont mis à l'avant-garde du combat contre l'austérité antiouvrière. Depuis maintenant quatre semaines, ils sont engagés dans un âpre combat avec le patron d'une des entreprises les plus féroces de ce pays. Victoire pour la grève de Peugeot!

Avec ses 8,85 milliards de bénéfices, PSA est à l'image de cette bourgeoisie qui affiche cyniquement ses profits records, tout en jetant des milliers de travailleurs au chômage et en demandant aux autres de se serrer encore et toujours la ceinture. Ce n'est pas pour rien que Calvet, le PDG de PSA, a été sacré « patron de l'année »! Il est plus que temps de faire rendre gorge aux Calvet et autres ex-

ploiteurs!

La lutte déterminée des métallos de Mulhouse et Sochaux pour les 1 500 francs d'augmentation n'affronte pas seulement un patronat particulièrement brutal et arrogant; elle affronte toute une politique menée, au service du capitalisme, par le gouvernement Mitterrand-Rocard. C'est contre cette politique et pour des augmentations massives de salaires que déjà, l'an dernier, les infirmières comme les postiers s'étaient mobilisés. Depuis plusieurs mois, les employés des impôts sont en lutte et ils ont su montrer leur solidarité concrète avec leurs frères et sœurs de classe contre Calvet qui s'est octroyé, en deux ans, 46% d'augmentation de salaire! Aujourd'hui, avec Peugeot, c'est la puissance du prolétariat industriel qui se met en branle, et la bourgeoisie et son gouvernement sont terrifiés à l'idée que, dans un tel contexte de luttes offensives mais encore isolées, cette grève serve d'étincelle à

une explosion sociale.

La bourgeoisie et son conseil d'administration à l'Élysée et à Matignon s'inquiètent de la popularité grandissante qui s'exprime parmi les travailleurs dans les ateliers et les bureaux. Déjà, dans le sillage de Peugeot, des grèves ont secoué des entreprises du groupe PSA et de la région (comme Mercedes-Benz, à Mosheim, ou Alsthom, à Belfort), et on voit des luttes se multiplier: RVI Annonay d'abord, un chantier du tunnel sous la Manche, le réseau Est et Montparnasse de la banlieue parisienne, etc. La mobilisation cherche à démarrer dans l'autre bastion industriel qu'est Renault. Dans le même temps, la fonction publique est prête, l'arme au pied. Pour arracher les revendications, il faut étendre la grève à tout PSA, à toute l'automobile, à tout le secteur privé et public de ce pays. Il faut prendre le patronat et son gouvernement à la gorge et serrer très fort. Grève générale contre l'austérité!

Le vendredi 1^{er} septembre, la grève part à l'usine Peugeot-Mulhouse, dans un coin de l'atelier carrosserie. La vingtaine de grévistes revendiquent 1 500 francs, le 13^e mois et le respect pour les ouvriers. Au début de la semaine suivante, ils sont rejoints par les ouvriers chargés d'essayer les véhicules (les « pistards »). Et la grève s'étend comme une traînée de poudre. Le vendredi 8, ils sont quelque 4 000 à voter la grève. Femmes, jeunes, immigrés - tous sont déterminés à se battre jusqu'au bout.

Le vendredi suivant, après plusieurs jours de mobilisations, c'est au tour de l'usine Peugeot de Sochaux d'être quasi paralysée. Les anciens de Sochaux ne se souviennent pas d'une grève aussi forte depuis 68. Alors, les ouvriers de Sochaux avaient été parmi les plus déterminés - les derniers à reprendre le travail. (En juin, encerclés dans leur usine par une armada de flics, ils avaient

Suite page II

Grève générale contre l'austérité des Calvet-Mitterrand-Rocard!

Grève...

Suite de la page I

même été capables de les faire reculer !) Aujourd'hui, pour les ouvriers de Peugeot, dont la plupart gagnent moins de 5 000 francs par mois, cette grève est une revanche sur vingt ans d'exploitation brutale.

FAIRE RENTRER SES GRIFFES A CALVET !

Peugeot, c'est un mélange de paternalisme, de corruption, d'intimidation et de terreur pure et simple, avec sa CSL et sa maîtrise - véritables hommes de main de la direction. Philippe Marchau est un des symboles de la répression antisyndicale façon Peugeot. Philippe Marchau, membre de la LCR, est élu délégué CGT du personnel en mars 1977. Entre le 25 mars 1977 et le 9 novembre 1979, il reçoit pas moins de 77 avertissements, sévères ou très sévères, agrémentés de suppressions de la prime de quinzaine et de mises à pied (une quinzaine de jours au total). Ils voulaient le briser. Le 8 février 1980, il se suicide. Comme le rapporte Jean-Paul Goux dans son ouvrage *Mémoires de l'enclave*, un contremaître dira, en guise d'oracle funèbre : « L'emmerdeur s'est flingué ! » Plus récemment, le 19 novembre 1982, la direction du personnel et des relations sociales de Sochaux diffusait une note interne à propos d'une grève à Poissy, conseillant notamment de « mieux cibler l'adversaire : la CGT » et de monter de soi-disant « actions de masse » de nervis. Elle précisait même : « Alors, comment opérer ? D'abord et hélas, par la violence elle-même. N'ayons pas peur des mots. »

Cette politique musclée est actuellement en œuvre. Pendant que très « légalement » Calvet, surnommé le « Rambo de l'industrie automobile française », engage des procédures de licenciement, des grévistes et des délégués syndicaux reçoivent des coups de téléphone « anonymes » les menaçant eux et leur famille. La maîtrise est organisée en véritable milice patronale qui patrouille dans l'usine pour faire respecter la soi-disant « liberté du travail », c'est-à-dire casser la grève.

Le « système » Peugeot est bien exprimé par Hudson, le directeur des relations industrielles et humaines (sic) de PSA : « [Il faut] déboucher sur quelque chose qui permette de reprendre le travail, mais soit plutôt négatif pour le personnel. La grève doit laisser le souvenir de quelque chose où les gens ont perdu » (*Libération*, 14 septembre). La direction de Peugeot veut la peau des grévistes et de leurs syndicats. Pour se donner les moyens de la victoire, il faut étendre et généraliser la grève.

« La peur de la contagion », titre le *Monde* du 26 septembre pour exprimer le sentiment du patronat et du gouvernement face à la grève de Peugeot. Dans le PS au pouvoir et même dans les partis bourgeois d'opposition, des critiques se font ouvertement contre Calvet et son refus de négocier. Sans nommer directement Peugeot, Rocard a stigmatisé l'« insuffisance du dialogue social » (*Ibid.*) Mais le même Rocard, en tant que patron du secteur public, s'aligne sur Calvet et déclare : « Le contrat salarial [...] n'est pas modifiable au motif d'une évolution des prix différente de celle initialement attendue » (*le Monde*, 27 septembre). Et quelle différence y a-t-il entre les misérables 1,5 % d'augmentation dont ne veut pas démordre Calvet et la tout aussi misérable prime annuelle de 1 000 francs que Rocard envisage de lâcher dans la fonction publique ?!

Pas de nouvelle Union de la gauche ! Gouvernement ouvrier !

En janvier 1986, le premier ministre Fabius, interrogé sur les 500 000 emplois perdus dans le pays depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai 1981, avait laissé échapper ces mots : « C'est à nous qu'est revenu de faire le "sale boulot" » que Giscard et Barre leur avaient laissé. Tout involontaire qu'il ait sans doute été cet aveu, tous les travailleurs purent y reconnaître sans hésitation le bilan tristement véridique de cinq ans de gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman, puis Mitterrand-Fabius. Et ce bilan en forme d'épithète résume parfaitement le vrai rôle de tous les gouvernements de *front populaire*, ces gouvernements de collaboration de classes où dirigeants ouvriers



La Ligue trotskyste dans la manifestation Talbot-Minguettes du 14 janvier 1984

Mauroy proclame la « solidarité » de son parti avec les ouvriers de Peugeot. Peut-être espère-t-il faire oublier que c'est sous son gouvernement qu'a été appliqué le premier plan d'austérité « de gauche », qu'il avait dénoncé en 1983 les grévistes maghrébins de Citroën comme étant manipulés par les ayatollahs, qu'il avait autorisé en 1984 les 1 905 licenciements chez Talbot-Poissy ! Il ne pourra faire oublier non plus que c'est aujourd'hui son parti au gouvernement qui conduit avec acharnement la politique d'austérité, maquillée ou non en « contrat de croissance ». Au fond, leur divergence porte non sur le but - l'austérité - mais sur les moyens d'y parvenir. Le problème de ces soi-disant « socialistes », c'est que, d'un côté, ils craignent que l'arrogance et la brutalité d'un Calvet mettent le feu aux poudres et, de l'autre, espèrent qu'il vienne à bout de ses grévistes pour préserver leur politique d'austérité. Pour eux, le « dialogue social » est indispensable pour faire avaler, si possible grâce à l'assentiment des bureaucraties réformistes des syndicats, la pilule antiouvrière.

Les travailleurs doivent être sur leurs gardes. Une partie du PS et de la bourgeoisie sait que la « popularité » que les sondages attribuent aujourd'hui

réformistes et politiciens bourgeois travaillent ensemble à tromper et à démolir les travailleurs.

Aujourd'hui que le spectre d'un nouveau Mai 68 recommence à hanter la bourgeoisie, il n'est pas inutile de rappeler que le front populaire de 1981 est en fait né de la grande peur de la révolution qui avait alors saisi les maîtres du capital et leurs lieutenants ouvriers du PCF et de la SFIO (l'ancêtre du PS), lesquels avaient eu les plus grandes difficultés à briser la grève générale de 68. En constituant, dès 1972, l'Union de la gauche avec les radicaux de gauche bourgeois, les directions réformistes s'étaient donné les moyens de canaliser et de désamorcer les luttes des travailleurs en leur faisant miroiter la perspective d'un « gouvernement de gauche ». En même temps, Mitterrand offrait à la bourgeoisie les bons et loyaux services du nouveau front populaire, à la fois comme une garantie et un rempart contre une nouvelle révolte ouvrière et comme un moyen d'effectuer à bon compte son « sale boulot ».

En 1981, et à l'encontre de tous les charlatans d'« extrême gauche » - depuis la LCR jusqu'à LO en passant par le PCI-MPPT -, nous, trotskystes, n'avons pas voté pour Mitterrand, candidat d'un front populaire antiouvrier et antisoviétique. Immédiatement après le « 10 mai », nous écrivions : « *Vingt-trois ans de V^e République ont estompé le souvenir des désastreuses défaites subies par les travailleurs lorsque le Front populaire était au pouvoir. Dans les années 30, Blum n'a pas hésité à envoyer ses flics contre les travailleurs (à Clichy) et l'effondrement lamentable de son gouvernement a finalement ouvert la voie à Pétain. Le front populaire d'après-guerre a cassé les grèves ouvrières et noyé dans le sang les révoltes dans les colonies. Ce sont les coalitions de "centre gauche" des années 50 qui ont commencé la sale*

guerre d'Algérie, et qui ont ainsi préparé le terrain au coup d'Etat de De Gaulle. De l'Espagne de 36 au Chili de 73, le front populaire a démobilisé les travailleurs et les a désarmés face à la réaction, tout cela au nom de creuses promesses de réforme sociale. Si la classe ouvrière n'intervient pas pour l'arrêter, ce front populaire-ci ne fera pas exception » (« Non au front populaire de l'OTAN ! », le Bolchévik n° 26, juin 1981).

En 1986, le gouvernement discrédité de « M. sale boulot » avait cédé la place à une droite revancharde qui commit l'erreur de croire que la classe ouvrière était désormais entièrement à sa merci. La vague de grèves de l'hiver 1986-87 lui brisa prématurément les ailes. A son tour, la déconfiture de Chirac devait remettre en selle un gouvernement « de gauche » toujours instable. Aujourd'hui, la vague montante des luttes ouvrières se heurte directement au gouvernement Mitterrand-Rocard et à sa politique de « rigueur » antiouvrière. Cela n'empêche pas la direction du PCF de continuer à pleurer le bon temps où Mitterrand et Mauroy lui accordaient l'honneur de faire leur part de « sale boulot », en réclamant un nouveau « rassemblement des forces de gauche ». Il est plus que temps de briser le cercle infernal front populaire-réaction ! Aux travailleurs qui veulent tirer les leçons du catastrophique bilan des gouvernements « de gauche » qui se sont succédé depuis 1981, nous disons que pour ne pas retomber dans cette ornière il faut rompre une bonne fois pour toutes avec Mitterrand et la politique de collaboration de classes des PCF et autres PS. A cette politique parlementariste de trahisons et de défaites, il faut opposer une politique et une perspective de victoire : celle d'un véritable gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. ■

à leur premier ministre ne résistera pas à une montée et une radicalisation des luttes. Un Mauroy jette dès aujourd'hui les bases pour une relève de Rocard, qui pourrait impliquer à un degré ou un autre le PCF qui, s'il n'a plus son hégémonie d'antan sur la classe ouvrière, garde néanmoins une influence décisive. La direction réformiste du PCF voudrait bien sortir du ghetto de la guerre froide antisoviétique dans lequel ses anciens alliés l'ont enfermée, et elle offre régulièrement ses services pour une nouvelle Union de la gauche - pour refaire le sale boulot antiouvrier dans un nouveau gouvernement de collaboration de classes comme en 1981-84 : museler la combativité ouvrière et poignarder dans le dos les grèves, comme l'a fait la direction de la CGT à Talbot pendant l'hiver 1983-84.

IL FAUT BRISER L'ETAU DES BUREAUCRATES !

Une visite de Krasucki aux usines en grève, une manifestation, une collecte nationale de fonds pour soutenir les grévistes. Voilà les initiatives annoncées par Krasucki lundi 25 septembre sur la Cinq. Nous approuvons sans réserves la collecte de fonds. Mais ce ne doit pas être un substitut à agir pour l'extension et la jonction des grèves dans la perspective d'une grève générale.

Or, les directions syndicales ne se donnent même pas les moyens d'arrêter totalement la production à Peugeot. Le

piquet de grève victorieux du 20 septembre, à Mulhouse, restera sans lendemain. A la place appeler, comme le fait la CGT de Mulhouse dans son tract du 20 septembre, à « de multiples actions dans l'entreprise et à l'extérieur » ne fait que disperser et gaspiller l'énorme combativité des grévistes dans des actions qui peuvent être spectaculaires mais qui visent plus à « occuper » les grévistes qu'à mettre à ge-

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationale), pour reforger la Quatrième Internationale.
COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, William Caznavé (rédacteur en chef), Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : Ian Donnelly.
DIFFUSION : Jean-Luc Elchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Gaspard-Monge
55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

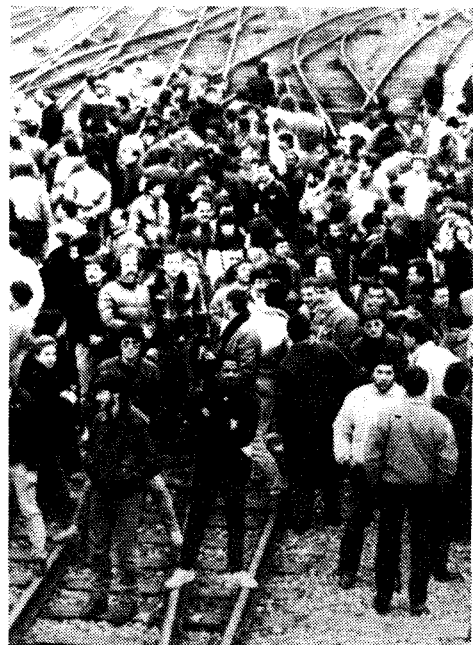
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

POUR CONTACTER LA LTF

PARIS : Le Bolchévik - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10 - Tél : 42 08 01 49
ROUEN : Spartacist - BP 240 - 76003 Rouen Cedex - Tél : 35 73 74 47
LYON : Spartacist - BP 7104 - 69353 Lyon Cedex 07 - Tél : 78 61 39 98

noux Calvet. En plus, les bureaucrates maintiennent soigneusement isolées les grèves, même entre Mulhouse et Sochaux.

En ce qui concerne le reste de l'automobile, Renault-Cléon est un bon exemple du rôle de pompier joué par les bureaucrates syndicaux. Le 26 septembre, une assemblée générale se tenait le matin pendant un débrayage de deux heures. Touzain, responsable CGT, fit trois propositions : grève reconductible de huit heures, grève quotidienne de deux heures, grève de deux heures tous les deux jours. D'emblée, Touzain déclara - avant tout vote - que la première était minoritaire... Devant les



Pavlovsky/Syigma

Paris, 8 janvier 1987 — Piquet de grève des cheminots, à la Gare de Lyon

protestations d'une partie des grévistes (protestations « antidémocratiques », dira-t-il!), il provoquera sans le moindre débat, à la va-vite, un premier vote entre huit heures et deux heures par jour. Ce qui devait arriver arriva. Sentant bien la volonté de leur direction de ne pas combattre, les deux heures furent votées majoritairement. Puis, il passa au vote, à bulletins se-

crets, entre deux heures par jour et deux heures tous les deux jours! Quelque cinq cents ouvriers décidèrent que, dans ces conditions, ce n'était même pas la peine de voter. Mais, à ce jour, la grogne des ouvriers est telle que rien n'est encore joué à Cléon.

Dans les PTT, menacés par le rapport Prévot fait à la demande du gouvernement, les directions des fédérations syndicales ont mis en sourdine leur agitation. Ainsi, avec le déclenchement et la consolidation des grèves de Peugeot, on n'entendra plus parler de la fameuse « journée nationale d'actions » annoncée préalablement pour le 21 septembre. Le risque était certainement trop grand d'une jonction avec les luttes de l'industrie!

Les indispensables généralisation et centralisation des grèves se heurtent de front à l'obstacle des directions réformistes des partis ouvriers et des syndicats. Les travailleurs doivent briser l'étau des bureaucrates! On ne pourra vaincre avec des directions qui reculent alors que la bataille est à peine engagée. Un ouvrier yougoslave de Peugeot faisait remarquer: « Si tu retournes le chiffre 89, ça fait 68. » Mais il faut tirer le bilan de Mai 68. Cette fois, pour vaincre, il faudra doter la classe ouvrière d'une direction - un parti ouvrier révolutionnaire - qui lutte pour instaurer, non un nouveau gouvernement de collaboration de classes, mais un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. Pour un Mai 68. qui aille jusqu'au bout!

ARRACHONS LES 1 500 FRANCS !

Pour gagner, il faut un programme qui permette de rallier tous les secteurs de l'industrie et des employés. Il faut également se donner les instruments de lutte.

La moitié des salariés de ce pays gagnent moins de 6 500 francs par mois. Un soudeur à RVI avec vingt-trois ans d'ancienneté touche 4 770 francs. A Peugeot, les salaires tournent autour de 5 000 francs. (Le 8 septembre. Calvet, après avoir distribué une bonne part des 8,85 milliards de profits

Télégrammes de Renault-Cléon

Lors de l'assemblée générale des grévistes des deux équipes de Renault-Cléon, jeudi 21 septembre, notre camarade Gilles Cazin, syndiqué CGT, a fait voter à l'unanimité l'envoi du télégramme suivant aux grévistes de Peugeot à Mulhouse et à Sochaux :

« Le syndicat CGT-RNUR-Cléon et les travailleurs de Renault-Cléon réunis en assemblée générale, en lutte pour les 1 500 francs, saluent les travailleurs de Peugeot en lutte pour les mêmes revendications.

Adressé au syndicat CGT de Peugeot-Mulhouse et au syndicat CGT de Peugeot-Sochaux. »

aux actionnaires, octroie un méprisant 1,5 % à ceux qui sur les chaînes ont produit cette richesse. « Cela fait 75 francs sur ma fiche de paye », nous déclare un ouvrier de Peugeot-Mulhouse avec quinze ans d'ancienneté.) Il faut 1 500 francs d'augmentation pour tous !

ECHELLES MOBILES DES SALAIRES ET DES HEURES DE TRAVAIL !

Rocard répète qu'il n'est pas question de « revenir » à une indexation des salaires, ce qui veut dire en clair qu'il faut laisser l'inflation éroder petit à petit le pouvoir d'achat. Il faut imposer une échelle mobile des salaires qui augmente la paye en suivant l'inflation calculée sur l'indice syndical.

Ce pays compte plus de 2,5 millions de chômeurs. Dans le même temps la productivité augmente. D'un côté, on maintient les salaires au niveau le plus bas possible et, de l'autre, on pousse les cadences à un rythme infernal. A RVI, il y a six mois, « les ouvriers devaient sortir au quotidien 1,8 bus. Aujourd'hui c'est 2,5. Et il était prévu de grimper jusqu'à 2,8 » (Libération, 26 septembre). L'Humanité du 26 septembre calcule qu'en 1985 un salarié de PSA produisait 10,4 véhicules et qu'en 1988 il en sortait 14,5, alors que le groupe a licencié 14 400 travailleurs et emploie 6 000 intérimaires. Il faut im-

poser l'embauche et la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières - l'échelle mobile des heures de travail! Intégration et syndicalisation des intérimaires!

UNITE ET INTEGRITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Peugeot c'est aussi Poissy, ex-Talbot. Et Citroën-Aulnay. Renault c'est aussi Flins. Des usines où le prolétariat « immigré » s'est battu, souvent seul et isolé. Aujourd'hui plus que jamais, la question clé pour la classe ouvrière c'est la lutte contre la ségrégation et la terreur racistes.

La classe ouvrière de ce pays est depuis très longtemps multi-ethnique. Les immigrés sont au cœur de la production, pourtant ils sont relégués aux marges de la société. Victimes de la terreur raciste, soumis à l'arbitraire des lois iniques Joxe-Pasqua, ils sont surexploités et ségrégués dans d'ignobles ghettos cités-dortoirs sillonnés par des flics ratonneurs, dans des « foyers » cibles d'attentats à la bombe ou des « hôtels » meublés, régulièrement incendiés par des assassins fascistes. Ces ouvriers qui pendant des dizaines d'années de travail sous-payé ont construit ce pays voient aujourd'hui leurs enfants, ceux de la deuxième génération, exclus du marché du travail. La ségrégation nourrit le racisme meurtrier et affaiblit la classe ouvrière dans son ensemble. Toute lutte industrielle doit mettre sur son drapeau l'exigence des pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille, parce que seule la classe ouvrière a la puissance sociale pour imposer une telle mesure démocratique et parce que cette revendication peut unifier dans un même combat toutes ses composantes.

DES PIQUETS DE GREVE POUR GAGNER!

La grève c'est l'arrêt de la production, la seule arme véritable des ouvriers. Mercredi 20 septembre à Mulhouse, dans la nuit, à trois mille, les grévistes ont installé aux quatre principales routes d'accès des piquets de masse qui repousseront les attaques provocatrices de la maîtrise et qui seront même rejoints par des non-grévistes: « Peu à peu les rangs des non-grévistes s'éclaircissent, d'autres Suite page IV

Pour gagner, il est indispensable que la grève de Peugeot s'étende. Pour tenir, les grévistes ont ouvert des fonds de solidarité.

Contribuez généreusement avec nous aux fonds de solidarité des grévistes! Adressez vos dons:

- pour Sochaux: BNP Compte n° 5395.163.18 à l'ordre de « Solidarité intersyndicale », 3 ter, avé du gal Leclerc 25600 Sochaux
- pour Mulhouse: CMDP à l'ordre de « Solidarité Peugeot » rue de Kingersheim 68270 Wittenheim

Non au voile! Défense des femmes afghanes! Ecrasez les moudjahidins de la CIA!

Pendant la dernière décennie, l'Afghanistan est devenu un point chaud de la guerre froide internationale menée par l'impérialisme contre l'Union soviétique.

Face à l'hystérie antisoviétique déclenchée dans les métropoles impérialistes contre l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, en décembre 1979, nous avons choisi fermement notre camp: celui de la défense militaire de l'Union soviétique et du progrès social en Afghanistan, en proclamant haut et fort « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! » et « Etendez les acquis d'Octobre aux peuples d'Afghanistan! »

Dans ce pays terriblement arriéré, pendant des siècles le soleil n'a jamais brillé pour les femmes afghanes. Condamnées à la réclusion, au voile, à l'analphabétisme et à être achetées et vendues, elles ont été les premières à soutenir le régime nationaliste de gauche du Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA) qui a introduit des réformes sociales élémentaires. Les femmes afghanes tiennent à leurs libertés acquises. C'est pourquoi elles se battent les armes à la main - parce qu'elles savent que c'est un bain de sang et le retour à l'esclavage qui les attendent si les moudjahidins prennent le pouvoir en Afghanistan. En février dernier, nous dénoncions

le retrait de Gorbatchev comme une trahison, non seulement des peuples d'Afghanistan, mais aussi de la défense de l'URSS et des intérêts du prolétariat international. Nous avions alors offert d'organiser des brigades internationales pour combattre la contre-révolution, offre que les autorités afghanes ont déclinée.

En réponse à une demande du gouvernement afghan, nous avons organisé une campagne financière internationale

d'aide aux victimes civiles de Jalalabad. En moins de deux mois, nous avons collecté plus de 280 000 francs français. Au sein des communautés immigrées, aux portes des usines, sur les campus universitaires et lors des défilés du Premier Mai, des milliers de travailleurs et de défenseurs des droits des femmes ont contribué selon leurs moyens.

Notre solidarité avec la lutte contre les moudjahidins assassins d'instituteurs et esclavagistes de femmes s'est exprimée également dans l'envoi d'un correspondant spécial, pendant tout le mois de juillet, à Kaboul et à Jalalabad (dont les défenseurs ont brisé victorieusement le siège tenu par les « combattants de la liberté » de la CIA) afin de contre-carrer les mensonges de la presse impérialiste par des reportages sur le champ de bataille.

L'envoyé spécial du Bolchévik et de Workers Vanguard donnera un rapport sur la résistance héroïque des femmes et des hommes afghans contre les moudjahidins réactionnaires.

L'orateur parlera également du front de la guerre froide qui s'étend de Jalalabad à Riga en passant par Varsovie. Il analysera la banqueroute du stalinisme et la nécessité de la révolution politique prolétarienne en URSS et dans les autres Etats où la bourgeoisie a été expropriée mais qui ont été affreusement déformés par le stalinisme.

MEETINGS DE LA LTF

Paris

Vendredi 6 octobre à 20h00
LSC - salle des conférences
69 ter, rue de la Chapelle
75018 Paris
M° Porte de la Chapelle
Tél : 42 08 01 49

Lyon

Samedi 7 octobre à 18h30
Mairie du 8e arrondissement
Salle 11
12, avenue Jean Mermoz
69008 Lyon
Tél : 78 61 39 98

Grève...

Suite de la page III

rejoignent le barrage [...]» (L'Est républicain, 21 septembre). Ce jour-là, l'usine a été totalement paralysée. Une ouvrière en grève depuis le début nous expliqua : « Il n'y a personne qui rentre, même pas une fourmi. On l'écrase, elle ne rentre pas ! »

Malheureusement, le comité d'organisation (qui regroupe les diverses directions syndicales) décidera de ne pas poursuivre cette action les jours suivants. Pourtant, pour protéger leur grève face aux nervis de la direction ou aux flics de Mitterrand et pour rallier les hésitants (et particulièrement les intérimaires terrorisés par la maîtrise), les grévistes n'ont pas d'autre moyen, comme ils en ont fait la preuve le 20 septembre, que d'organiser de solides piquets de masse qui interdisent l'entrée aux jaunes et arrêtent totalement la production. Le 25 septembre, fatigués des « actions diversifiées », les grévistes de Mulhouse ont commencé l'occupation de la forge pour bloquer la production. Une occupation limitée d'un secteur clé d'une usine peut être, à un moment, appropriée mais le danger c'est de laisser le patron et ses sbires organiser, dans le reste de l'usine, les non-grévistes laissés à eux-mêmes, ou plutôt sous la pression constante de la maîtrise, et qui, le moment venu, peuvent constituer une base, même passive, pour une attaque contre le secteur occupé. Seuls les piquets de grève de masse permettent de gagner les hésitants, de les intégrer dans la grève et, par l'arrêt de la production, de faire véritablement mal aux patrons.

POUR DES COMITES DE GREVE
ELUS ET REVOCABLES !

Les grévistes de Peugeot sont légitimement attachés à leur unité dans la

La grève des ouvrières de Peugeot

Une chose que l'on ne peut pas manquer dans la grève de Peugeot c'est la présence visible des femmes ouvrières. Minoritaires dans les deux usines (autour de 10 % à Mulhouse), elles sont là, au premier rang de la lutte. Leur conscience élevée et leur détermination sont des indices des plus révélateurs de la profondeur du mouvement.

Nous avons eu la possibilité d'interviewer deux ouvrières de Mulhouse sur le piquet de grève, le 20 septembre. « On n'est pas nombreuses par rapport aux hommes mais on est là, on le montre, pour expliquer notre problème. » Et leur problème est concret, immédiat, cruel. « Une pression dingue qu'on subit. » La pression quotidienne de la chaîne que l'on sert. La pression constante de la maîtrise arrogante qui extrait la moindre parcelle de vos forces pour la « productivité » c'est-à-dire le profit : « Quand on est malade, le chef nous

répond : eh bien, il faut prévoir ça à l'avance. » Et en cette année du bicentenaire de la Révolution française, la dynastie Peugeot, ces actionnaires qui se partagent les dividendes qu'extrait leur intendant Calvet imposent l'ignoble oppression obscène de la hiérarchie dans les allées : « On dit le droit de cuissage, eh bien ma foi, ça existe encore... » Ces femmes fières, dignes, fermes, sont là. Elles se battent : « On demande 1 500 francs comme les autres et en étant là on montre qu'on ne se laisse pas faire par la maîtrise. » Elles sont lucides et déterminées : « C'est dur, mais je me bats encore plus, j'irai jusqu'au bout ! »

Une bonne partie est rentrée à l'âge de 18-19 ans. Pour des salaires de misère : « On travaille pour 4 500, 4 700 francs par mois ; c'est pas marrant quand on a 2, 3, 4 enfants. » Et toujours le pressoir à profit : « Le pire c'est que les femmes qui ont des

gosses, qui ont un congé maternité, elles reviennent au boulot, elle doivent repartir à zéro, même avec dix ans d'ancienneté, elles repartent à zéro. [...] On est considérées comme à moitié handicapées. » Elles insistent : « On se bat pour 1 500 francs mais aussi pour nos conditions de travail. »

En tant que marxistes qui considérons que les femmes doivent être intégrées dans la production, nous disons : à travail égal, salaire égal ! Congés de maternité à plein salaire sans décompte pour l'ancienneté et l'avancement ! Crèches ouvertes 24 heures sur 24 ! Pour jeter les bases d'une réelle émancipation des femmes, il faut en finir avec cette société qui génère quotidiennement l'oppression des femmes et, en collectivisant les moyens de production, construire une société basée sur la satisfaction des besoins humains. Emancipation des femmes par la révolution socialiste ! ■

lutte. Le syndicalisme de ce pays est désespérément faible et morcelé politiquement. Ce morcellement est souvent un prétexte utilisé par les bureaucrates réformistes pour casser les luttes. Ce qu'il faut, c'est un seul syndicat par industrie, un seul contrat collectif par industrie qui fixe les salaires, une seule confédération ouvrière.

A ce jour, la direction de la grève est entre les mains d'intersyndicales qui débattent à huis clos et qui échappent au contrôle des grévistes. Outre que cela autorise toutes les manœuvres et compromis possibles (par exemple sur les revendications, chaque syndicat ayant sa revendication salariale), la meilleure façon de renforcer l'unité

dans la lutte c'est qu'en assemblées générales soient discutées et décidées en toute connaissance de cause démocratiquement, après débats des diverses positions en présence et à la majorité, toutes les questions relatives à la grève. Sur cette base, les grévistes élisent la direction de la lutte - un comité de grève responsable devant l'assemblée générale des grévistes et révocable à tout moment.

Les comités de grève des différentes usines doivent se centraliser, constituant le pouvoir des travailleurs face au patronat du groupe et, dans la grève générale, face au patronat et à son

gouvernement. Là, se posera crûment la question de savoir qui est le maître de ce pays : la bourgeoisie ou le prolétariat. Pour un gouvernement ouvrier !

Seul un tel gouvernement révolutionnaire pourra réaliser des revendications ouvrières aussi cruciales que les échelles mobiles des salaires et des heures de travail ou l'expropriation des trusts et banques capitalistes. C'est sur ce programme que combat la Ligue trotskyste pour construire le parti révolutionnaire luttant pour la reconstruction socialiste de ce pays, dans le cadre des Etats-Unis soviétiques d'Europe. ■

«Le Bolchévik» : le journal qui n'a jamais
appelé à voter Mitterrand

Le Bolchévik est l'organe mensuel de la Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), continuateur de la tendance spartaciste internationale.

Le Bolchévik est le seul journal communiste qui, devant l'hystérie antisoviétique de la croisade hypocrite des « droits de l'homme » de Carter, a fermement défendu l'intervention soviétique en Afghanistan, en décembre 1979. Nous inscrivons sur notre drapeau : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » Il en allait de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS menacée sur son flanc sud d'une part, et de la cause du progrès social et de l'émancipation des femmes en Afghanistan d'autre part.

Alors que toute la soi-disant extrême gauche capitulait devant la propagande de la bourgeoisie impérialiste et soutenait, dans l'enthousiasme, le syndicat clérical-nationaliste financé par Wall Street, le Bolchévik mettait en garde contre les dangers contre-révolutionnaires que représente le seul syndicat qu'aiment la bourgeoisie et le pape - Solidarnosc. Aujourd'hui, tous ceux qui ont les yeux ouverts se rendent à l'évidence et reconnaissent, maintenant, que le programme de Mazowiecki est restaurationniste.

Quand en 1981 Rouge titrait « Pas une voix ne doit manquer à Mitterrand » et que Lutte Ouvrière appelait à voter « sans illusions, mais sans réserves » pour celui qui fut ministre de la « Justice » pendant la guerre d'Algérie, quand le PCF courait derrière des strapontins au gouvernement, le Bolchévik, s'appuyant sur le principe ouvrier d'indépendance de classe du prolétariat, titrait dans son numéro de mai 1981 : « Leurs promesses : austérité

et antisoviétisme. Giscard jamais ! Mitterrand non ! »

Le « sale boulot » des gouvernements Mitterrand successifs : licenciements massifs, cassage de la Sécurité sociale, lois anti-immigrés, ratonnades des flics « démocratiques » dans les quartiers immigrés, etc. Les années Mitterrand ont gonflé les voiles des fascistes, qui assassinent et cherchent à organiser tout ce que ce pays compte de racaille hideuse en multipliant les exactions racistes et antisémites dans le plus pur style nazi. Avec nos modestes forces, nous avons mené des actions exemplaires qui montrent la voie pour des mobilisations ouvrières/immigrées de masse afin d'écraser les fascistes. Ainsi, la manifestation de décembre 1981 pour stopper les fascistes, à Rouen, dont nous étions à l'initiative ; le boycott du restaurant ségrégationniste « Flunch » à Rouen, en juin 1987, qui interdisait son entrée aux Noirs et aux Arabes ; la participation à la manifestation de front unique appelée par le PCF, à Paris, le 27 janvier 1988, sous le mot d'ordre « Le Pen, ça suffit ! »

La grève actuelle dans le secteur de l'automobile, dont les travailleurs immigrés constituent une composante stratégique, nécessite que toute grève sérieuse inscrive dans son programme la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille.

Le Bolchévik est l'organe de propagande de ce noyau qui s'est donné pour tâche la construction d'un parti communiste authentique. Au moment où l'ordre bourgeois pourrissant parle de la fin du communisme, le communisme reste plus que jamais l'espoir de l'humanité contre la barbarie. Abonnez-vous au journal le Bolchévik ! ■

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Tendance spartaciste internationale

MAI 68

REVOLUTION
SABOTEE

LE BOLCHEVIK

Comités de grève élus pour unifier les luttes!

Faisons rendre gorge
au gouvernement!

Pour la révolution socialiste en Algérie, un parti trotskyste!

Le massacre d'octobre à Alger

30 F pour 10 numéros — Hors Europe : 40 F
(Prix spécial pour grévistes : 15 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10